



halte aux intimidations, amplifions la mobilisation !

Jeudi 22 mars à Montpellier des hommes cagoulés et armés de lattes de bois ont fait irruption dans un amphithéâtre de l'UFR de droit et de science politique de l'université de Montpellier occupée par une cinquantaine d'étudiant-es. Ils ont frappé, menacé, insulté les étudiant-e-s présent-e-s, en blessant quatre qui ont dû recevoir des soins. Il apparaît que le directeur de l'UFR de droit a, a minima, laissé faire cette agression sur des jeunes placés sous sa responsabilité, voire en aurait été complice. Ces faits et les déclarations qui les ont suivis ont soulevé l'indignation et il a été contraint de démissionner dès samedi midi. Des plaintes ont été déposées et toute la lumière doit être faite sur ces violences et leurs auteurs, les responsabilités doivent être clairement établies. Le doyen et un enseignant ont depuis été mis en garde à vue et suspendus. Nos organisations seront très attentives au fait que l'enquête aille à son terme et établisse l'ensemble des responsabilités. La ministre doit le garantir.

Lundi 26 au soir à la sortie d'une AG à Lille 2 des étudiant-es ont été agressés par un groupe se revendiquant de l'extrême droite. Vendredi 23 mars dernier ce sont les élèves et les personnels du lycée autogéré de Paris qui ont été victimes d'une agression par un groupuscule d'extrême droite. Dans la nuit du 28 au 29 mars, des étudiant.e.s et lycéen.ne.s qui occupent la faculté de Strasbourg ont été sauvagement agressé.e.s par des individus se revendiquant du Bastion Social, groupuscule d'extrême droite.

Tous ces faits absolument intolérables interviennent alors que depuis des semaines, dans plusieurs universités, étudiants et personnels avec leurs syndicats combattent les réformes modifiant les conditions d'accès à l'université ainsi que la nature du baccalauréat. Depuis des semaines, ils exigent le retrait de ces réformes : ils ne veulent pas du basculement de société qu'implique la sélection à l'entrée à l'université, la destruction du baccalauréat comme premier grade universitaire. Ils veulent conserver les diplômes nationaux. Ils ont raison. Leur mobilisation, leur combat sont les nôtres. Nous les soutenons totalement.

Face à la multiplication de ces agressions odieuses, nous sommes solidaires avec les jeunes et les personnels agressé-es et nous les assurons de notre solidarité. La violence, les injures racistes, sexistes et homophobes sont inacceptables et condamnables. L'extrême droite et ses militant-es portent des valeurs et des propositions qui sont à l'opposé de notre vision d'une éducation émancipatrice, éclairée et ouverte aux débats d'idées.

Nous reprenons à notre compte la déclaration des syndicats de Montpellier qui affirment après l'agression ignoble commise par un commando d'extrême droite contre des étudiants mobilisés pour leurs légitimes revendications : « nos organisations ne reculeront pas, elles poursuivront jusqu'au bout le combat pour exiger le retrait de la loi ORE, aux côtés des étudiants, dans l'unité, comme c'est le cas depuis maintenant 3 mois. »

Nous constatons que ces derniers jours les mobilisations dans les universités s'amplifient : 3000 en AG à Montpellier, 2000 à Toulouse, des centaines à Nantes, à Tolbiac... Nous soutenons totalement ce mouvement et appelons à l'amplifier.

Nous rappelons également à la ministre de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation et au ministre de l'éducation nationale que les lycéen-ne-s et les étudiant-es ont le droit de se mobiliser. Ils et elles peuvent se réunir, diffuser des tracts, afficher leurs opinions, se mobiliser dans et devant leurs établissements. Le recours répété aux forces de l'ordre pour vider les amphis ou dégager les entrées des établissements ne peut pas être la réponse à leurs revendications.

Avec les étudiants, les personnels mobilisés, nous affirmons : la loi ORE, Parcoursup et la réforme du bac et du lycée instaurent la sélection à l'entrée à l'université, cassent les diplômes nationaux, creusent les inégalités sociales et territoriales. Nous exigeons leur retrait et appelons les enseignant-es, les personnels, les étudiant-es et les lycéen-nes et leurs parents à amplifier les mobilisations. Le 22 mars, les personnels de l'enseignement supérieur, les étudiant-es ont porté ces revendications aux côtés des fonctionnaires, des cheminot-es. Le service public est attaqué de manière similaire, par exemple dans le rail ou la santé. Il est notre bien commun et nos organisations appellent à soutenir les mobilisations en cours et à venir pour le défendre.

Nous appelons les personnels, les étudiants à se réunir pour en débattre et pour exiger le retrait de la loi ORE et pour un service public de l'enseignement supérieur ouvert à toutes et tous les bacheliers, gratuit, formateur et émancipateur et nous soutiendrons toutes les initiatives. Les AG, les Heures d'information syndicale se multiplient en ce moment même et sont de plus en plus nombreuses. Il faut les amplifier et mettre en débat les moyens à mettre en œuvre pour bloquer les réformes destructrices du gouvernement.

Des préavis de grève sont déposés pour permettre les mobilisations locales et la convergence avec d'autres salarié-es en lutte.

Nos organisations informent que le 3 avril débute le mouvement des cheminots dont les AG vont discuter des modalités de reconduction de la grève. Cette discussion nous concerne. L'interfédérale se réunira le 3 avril en fin de journée pour faire le point sur les mobilisations et débattre des suites.